

25% de key-labs, ou 100% de killed labs ?

Nous, membres (C, EC, IT, Doc, Pdoc, etc.) du CEPAM, UMR 7264 du CNRS et de l'Université Côte d'Azur, acteurs et actrices de la recherche scientifique publique, exprimons notre opposition résolue aux orientations stratégiques récemment annoncées par Antoine Petit, président-directeur général du CNRS.

Ces orientations, en particulier le projet des labels *key-labs*, constituent une remise en cause inédite de la recherche scientifique publique ; elles témoignent au mieux d'une méconnaissance totale des mécanismes de l'innovation scientifique, au pire d'une volonté de détruire le CNRS, et dans tous les cas d'un mépris profond pour nos métiers.

Ce projet est délétère sur la forme et sur le fond.

Imposé de manière brutale et sans aucune concertation, dénigrant et méprisant le travail effectué par un grand nombre de laboratoires et leurs agents, il ne peut être vécu que comme une humiliation par l'ensemble des personnels.

Sous prétexte de donner de la visibilité au CNRS, alors même que sa réputation internationale repose précisément sur sa pluridisciplinarité, sa diversité et sa coopération, la politique menée par Antoine Petit n'a d'autre objectif que de réduire les moyens du CNRS en asphyxiant progressivement les laboratoires non labellisés *key-labs*. Quant aux unités désignées *key-labs*, elles pâtiront de cette dégradation de l'écosystème de la recherche, de la difficulté croissante de mener des travaux interdisciplinaires et d'une accentuation de la pression d'évaluations opaques et arbitraires.

L'opposition de la très grande majorité des agent-es, y compris dans les unités qui se pensent éligibles à la labélisation, devrait suffire à convaincre Antoine Petit que sa proposition est contraire à l'esprit même du CNRS et aux pratiques les plus élémentaires de la recherche scientifique. Si cela ne suffit pas, nous invitons les promoteurs de cette mesure à consulter la littérature scientifique qui démontre l'inanité d'une stratégie de concentration des financements¹.

Nous, membres du CEPAM réunis en assemblée générale extraordinaire le lundi 27 janvier 2025 :

- exigeons l'abandon immédiat du projet de *key-labs* et la révision de l'ensemble des orientations stratégiques récentes du CNRS
- appelons à une réforme en profondeur de la gouvernance du CNRS, et à une meilleure considération des instances représentatives des personnels de l'organisme
- appelons à la démission d'Antoine Petit pour permettre une refondation collective de notre institution sur des bases conformes à ses missions fondamentales
- interpellons nos instances et notre hiérarchie (Instituts du CNRS, DAS, Université Côte d'Azur...) en leur demandant de se positionner fermement contre la mise en œuvre de ce projet
- demandons à la direction de notre unité de relayer notre opposition en paroles et en actes
- appelons l'ensemble des acteurs et actrices de la recherche et de l'enseignement supérieur publics à faire connaître leur opposition à ce projet et soutenons nos collègues qui manifestent cette opposition à Paris devant le siège du CNRS aujourd'hui, 27 janvier, jour de son Conseil Scientifique
- appelons les laboratoires relevant de la DR20 du CNRS à se joindre à nous pour discuter de modalités d'actions contre cette remise en cause inacceptable du service public de la recherche scientifique
- appelons l'ensemble des actrices et acteurs de l'ESR à signer et faire signer la motion de défiance : <https://framaforms.org/motion-de-defiance-pdg-cnrs-1736518552>

Ces menaces pesant sur la recherche scientifique et ses actrices et acteurs sont une nouvelle illustration d'une préoccupante remise en question de la place de la Science dans notre démocratie, comme le souligne la tribune du *Monde* du 21 janvier 2025. Alors qu'un peu partout la montée des

¹ Par ex. :

Aagaard K., Kladakis A., Nielsen M, 2020 - Concentration or dispersal of research funding? *Quantitative Science Studies* 1 (1): 117–149 https://doi.org/10.1162/qss_a_00002

Mongeon P., Brodeur C., Beaudry C., Larivière V., 2016 - Concentration of research funding leads to decreasing marginal returns *Research Evaluation* 25 (4): 396–404 <https://doi.org/10.1093/reseval/rvw007>

25% de key-labs, ou 100% de killed labs ?

populismes menace l'indépendance et l'intégrité de la recherche, le CNRS doit rester un bastion de la coopération scientifique et des libertés académiques.

Destinataires :

- Antoine Petit Pdg du CNRS presidence.secretariat@cnrs.fr
- Elisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/nous-contacter-49937/category/ecrire-au-ministre>
- Stéphane Blanc directeur de CNRS Ecologie et Environnement ecologie-di@cnrs.fr
- Marie Gaille, directrice de l'InSHS marie.gaille@cnrs.fr
- Françoise Gourmelon, directrice adjointe scientifique francoise.gourmelon@cnrs.fr
- Olivier Coutard, Président du Conseil Scientifique du CNRS olivier.coutard@enpc.fr
- Michel Raymond, Président du Conseil Scientifique de l'INEE michel.raymond@umontpellier.fr
- Le Conseil d'Administration du CNRS secr-ca-cnrs@cnrs-dir.fr
- Jeannick Brisswalter, Président Université Côte d'Azur Jeanick.BRISSWALTER@univ-cotedazur.fr
- La direction de l'EUR ODYSSEE d'Unica EUR-ODYSSEE@univ-cotedazur.fr
- La direction de l'EUR CREATES d'Unica eur-creates.contact@univ-cotedazur.fr
- Claire Manen, présidente de la section 31 du CoNRS claire.manen@univ-tlse2.fr
- Frédéric Hurlet, président de la section 32 du CoNRS frederic.hurlet@parisnanterre.fr

Motion adoptée à l'unanimité des présents